

dans le sens des idées erronées et de l'idéologie du député de Calgary-Est, mais il n'a rien à voir avec ce qui est nécessaire et ce que les gens réclament. Je vous donne un exemple, monsieur le Président.

• (1740)

En 1985, j'ai organisé, en collaboration avec les Églises et les organismes de service social de ma circonscription, ce que je crois être la plus grande étude sur la famille jamais effectuée au Canada. Nous avons questionné chacun des ménages de ma circonscription sur diverses questions se rapportant à la famille. Nous avons reçu près de 10 000 réponses dans une circonscription qui compte 45 000 ménages. Près de 10 000 réponses. Comme je l'ai dit, c'est sans doute la plus grande étude du genre jamais effectuée au Canada au niveau local.

Qu'avons-nous découvert? Dans une circonscription qui se compose d'un centre-ville où prédominent les familles monoparentales et de plusieurs banlieues peuplées de familles de petite et de moyenne bourgeoisie, 58 à 75 p. 100 des répondants ont affirmé que ce qui les préoccupait le plus, c'étaient les services de garde d'enfants. Le degré de dénuement n'avait rien à y voir. Ces pourcentages apportent un démenti à ceux qui, le coeur sur la main, prétendent que nous allons venir en aide seulement aux défavorisés. Je donne un exemple. A Fort Richmond, Waverley Heights, South Fort Garry, qui sont des quartiers de ma circonscription où habitent des familles de petite et de moyenne bourgeoisie, des familles de classe ouvrière et quelques familles de grande bourgeoisie, 71 p. 100 des répondants affirment qu'il faut augmenter les services de garde d'enfants. Quand on sait que dans cette région, il existe en tout actuellement 166 places pour les enfants, une région qui compte près de 5 000 ménages. Cent soixante-six.

Savez-vous combien de nouvelles places seront créées dans cette région grâce au nouveau programme conservateur, au bout du compte? Six pendant toute cette période.

**M. Boudria:** Un tour de force!

**M. Axworthy:** Je doute que les habitants de Richmond-Sud, de Fort Garry-Sud et de Waverley Heights se mettent à danser de joie dans les rues en apprenant que ce nouveau programme leur assurera six places de plus dans les garderies.

**M. Boudria:** Quelles largesses!

**M. Axworthy:** Ce chiffre illustre bien le vaste écart qui sépare les belles paroles de la réalité.

**M. Riis:** Êtes-vous sûr de ce chiffre?

**M. Axworthy:** J'en suis sûr et certain. Il s'agit de 166 places. Avec l'augmentation, ils auront peut-être six places de plus.

Comment peut-on prétendre à la Chambre que le problème est maintenant réglé? Pour ces familles, vous n'avez même pas effleuré le problème.

On dit que c'est un commencement, mais c'est aussi la fin. Une fois que le programme aura été mis en place et qu'il sera entièrement contrôlé par les provinces sans que des normes ne soient imposées, il sera impossible de faire marche arrière pour en faire un programme national doté de normes nationales. Vous ne pourrez jamais réparer le mal que vous êtes en train de faire. Vous ne pourrez jamais corriger le grave défaut qui aura été intégré au programme.

### *Services de garde d'enfants—Loi*

Je peux affirmer, d'après ma propre expérience, que cette question de normes est absolument essentielle. J'ai parlé à des parents dans mon bureau, dans la rue et dans les garderies. Ils m'ont décrit l'état de panique qui peut exister lorsque deux parents doivent travailler pour payer l'hypothèque et les autres dépenses nécessaires aujourd'hui et qu'ils se rendent compte soudainement qu'il n'y a pas de place pour leur enfant. Ils publient une annonce dans le journal. Quelqu'un s'amène chez eux et dit: «Je ne sais pas si je suis compétent pour ce travail.» Ils l'engagent et découvrent deux ou trois semaines plus tard que cette personne passe ses journées à regarder la télévision et ne s'occupe pas de l'enfant. Nous avons affaire à des gens indifférents, ou pire encore.

**Mme Dewar:** Des gens qui n'ont aucune expérience de la garde des enfants.

**M. Axworthy:** C'est exact. J'admets qu'il y a certaines bonnes garderies privées. Je n'en doute pas un seul instant. En fait, ma mère a eu la charge d'un centre de garde de jour pendant 15 ans. Elle donnait d'excellents services. Ces parents admettent que la question fondamentale des normes se pose parce qu'il y a des gens qui fournissent des services médiocres. Il y a beaucoup d'entreprises privées pour qui les services de garde ne sont qu'un moyen de faire de l'argent.

**M. Riis:** C'est une honte.

**M. Axworthy:** Trop de chaînes sont créées au Canada dans le seul but de réaliser des profits au détriment des enfants, sans aucune considération pour la qualité des services...

**Mme Dewar:** Et la compétence des moniteurs.

**M. Axworthy:** ... et la rémunération décente des travailleurs. Et qu'en est-il des services de garde après l'école? Y a-t-il quoi que ce soit dans ce projet de loi au sujet des services de garde après l'école? Rien, absolument rien. Je puis vous affirmer, d'après un entretien que j'ai eu la semaine dernière avec certains parents à la garderie que leurs enfants sont sur le point de quitter, que ces gens déplorent l'absence de programmes de garde parascolaire et qu'ils cherchent déjà à réorganiser leur horaire et à prendre d'autres dispositions pour assurer la surveillance de leurs enfants. Il ne s'agit pas de personnes qui touchent de gros revenus, mais bien de secrétaires qui travaillent ici-même au Parlement et qui gagnent 14 000 \$ par an; ces gens se demandent bien comment ils se débrouilleront quand leur enfant sera en âge de fréquenter la maternelle où il ne passera que trois heures par jour. Leur faudra-t-il quitter leur emploi? Du jour au lendemain, le mode de vie de la famille s'en trouve bouleversé.

C'est de cette réalité dont il nous faut tenir compte, et non pas du document quelconque, rédigé par un obscur bureaucrate du ministère de la Santé nationale et du Bien-Être social, que sont en train de nous lire les députés d'en face. Je parle de quelque chose qui est bien réel, que l'on peut toucher du doigt chaque jour, que l'on peut comprendre en côtoyant les gens qui sont directement touchés.

Je ne suis nullement impressionné par l'argument voulant qu'il s'agit seulement du début et que l'on va apporter par la suite des améliorations ici ou là. Ce qui mérite d'être fait mérite d'être bien fait dès le départ. N'allons pas susciter des attentes exagérées parmi le public. On parle de 6 ou 7 milliards de dollars, alors qu'en réalité, on sait pertinemment que